

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 7 du 20 au 26.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Editorial

Tiré à part :

Evo Morales : «Qu'on retire à Obama son Nobel de la Paix!»

[Le Parti libéral-démocrate russe propose de retirer son Prix Nobel à Obama.](#)

Jean-Louis Denier : [Libye : Sarkozy veut « son » Irak à lui.](#)

Lutte pour la libération du territoire

1 Au jour le jour

2 Lutte pour la libération du territoire

3 Politique internationale

4 Institutions internationales

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 [Hugo Chavez juge "irresponsable" l'intervention armée contre la Libye](#)

5-2 Michel Collon : la différence entre un bon arabe et un mauvais arabe.

6 Les brèves

6-1 Falco Accame : Des bombes à l'uranium appauvri pleuvent sur la population libyenne.

7 Dossier

7-1 Danilo Zolo : Une imposture criminelle.

7-3 Maurizio Matteuzzi : Et si les gentils n'étaient pas si gentils ?

7-4 Robert Bibeau : LA LIBYE SOUS LES BOMBES « HUMANITAIRES » DE L'ONU

7-5 Moumene Belghoul : [L'embarrassant rôle de l'Otan en Libye.](#)

7-6 Grégoire Lalieu : Entretien avec Jean Bricmont : La Libye face à l'impérialisme humanitaire.

8 Courrier des lecteurs & [trouvé sur le net](#) & témoignage

8-1 Interview en partie très intéressante ce matin à la RTBF,

8-2 Déclaration d'«Action urgente Canada»

8-3 Ginette Hess Skandrani : Libye : je me refuse à hurler avec les loups.

8-4 Objet : Demande d'une rupture des relations diplomatiques des pays membres de l'U.A avec la France.

9 Analyse - [Géopolitique et stratégie](#) – Réflexion

9-1 Thierry Meysan : [Quelque mensonges sur la guerre de Libye](#)

Editorial

Le 17 mars, le 'Conseil de sécurité' de l'Onu a adopté une résolution autorisant le recours à la force pour 'protéger la population libyenne des troupes du colonel Kadhafi.'

Une opération militaire a été lancée le 19 mars dernier par la coalition formée par la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.
Les avions de la coalition ont effectué plus de 300 sorties en cinq jours, selon le Pentagone.
Plus de 160 missiles Tomahawk ont été tirés contre les troupes pro-Kadhafi.
247-03

Tiré à part :

Evo Morales : «Qu'on retire à Obama son Nobel de la Paix!»

Le président de Bolivie, Evo Morales, a demandé lundi qu'on retire le Prix Nobel de la Paix au président des Etats-Unis, Barack Obama, car selon lui, ce dernier est indigne du prix en "promouvant la violence", à travers l'intervention militaire en Libye.

"Il y a deux ans, on apprenait que le président Barack Obama avait gagné le Prix Nobel de la paix, mais en ce moment est-ce qu'il défend la paix, ou est-ce qu'il encourage plutôt la violence?" a demandé Evo Morales, un des gouvernants latino-américain.

"Comment est-ce possible qu'un Prix Nobel de la Paix puisse initier une invasion, un bombardement? C'est de la délinquance, c'est un assaut, une agression", a ajouté le président bolivien, qui s'exprimait devant des journalistes à La Paz capitale bolivienne.

"Pour cela, on devrait retirer le Prix Nobel de la Paix au président des Etats-Unis", a-t-il poursuivi.

Evo Morales, dont le pays a établi des relations diplomatiques avec la Libye en 2008 et qui s'était rendu alors dans ce pays, a dès le début de la crise libyenne rejeté le principe d'une intervention militaire, estimant qu'elle n'est "pas la solution" et allait entraîner "davantage de morts".

Il a jugé qu'une intervention des Etats-Unis ou de l'OTAN en Libye ne vise pas à protéger des vies mais "s'approprier les ressources naturelles de ce pays" riche en pétrole.

23/03/2011

<http://www2.irna.ir>

Le Parti libéral-démocrate russe propose de retirer son Prix Nobel à Obama.

Vladimir Jirinovski, leader du Parti libéral-démocrate de Russie (LDPR) a proposé lundi soir au Comité Nobel de retirer son Prix Nobel de la paix au président américain Barack Obama.

"Les événements en Libye constituent un acte d'agression supplémentaire de la part des troupes de l'Otan, et notamment de celles des Etats-Unis. Il s'agit d'une manifestation flagrante de politique coloniale. Il s'agit également d'une ingérence brutale dans les affaires intérieures d'un Etat indépendant dont le seul objectif est de contrôler le pétrole et le régime libyens, et non pas de sauver le peuple de ce pays", a martelé le leader du LDPR, cité par son service de presse.

M. Jirinovski devrait s'entretenir également avec l'ambassadeur libyen à Moscou, Amir Al-Arabi, pour faire le point sur les derniers événements en Libye.

23/03/2011

<http://www2.irna.ir>

Jean-Louis Denier : Libye : Sarkozy veut « son » Irak à lui.

En mettant en parallèle l'actuelle intervention en Libye et la guerre en Irak, Jean-Louis Denier critique l'excitation soudaine de la diplomatie française qui laisse présager un enlisement du conflit, entre risques terroristes et coûts financiers.

Le mécanisme est le même : porter l'affaire devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, invoquer des arguments fleurant bon l'éthique, la morale et les Droits de l'Homme, obtenir la caution de l'un ou l'autre intellectuel, de préférence germanopratin. Cela vous rappelle quoi ... ?

La Libye avec un méchant dictateur qui opprime et massacre son peuple ? Ou plutôt ... l'Irak avec un méchant dictateur qui, lui aussi, hasard, opprimait et massacrait son peuple ?

On ne peut que confondre les deux tant les « grosses » ficelles des scénarii sont les mêmes afin de convaincre (manipuler ?) les opinions publiques de la légitimité d'une intervention armée : un méchant vraiment méchant, de (bien) bonnes intentions, une future guerre juste, guerre digne de la doctrine mêlée d'Ambroise, Augustin de Côme et Hugo de Groot dit « Grotius » où un conflit se trouve légitimé s'il répare une injustice, l'entregent d'un BHL – promu ministre des Etrangères en lieu et place de Juppé cantonné aux seules Affaires [qui lui sont devenues soudain] Etrangères – dont l'intervention est à l'unisson du soutien apporté jadis, à Bush Jr et à son assaut contre l'Irak, par un Goupil, un Glücksman, un Bruckner ou encore un Kouchner.

Tous les éléments se trouvent donc réunis comme dans une tragédie de bonne facture, unité de temps, de lieu, d'action, un véritable « Cercle Rouge » à la J-P. Melville, sans oublier les acteurs, Juppé, Sarkozy et Kadhafi.

QUAND JUPPÉ A LA MÉMOIRE PLUS QUE COURTE

Le pseudo-ministre des Affaires Etrangères devrait s'inquiéter. Non pas de la concurrence (loyale ?) de son ami BHL, mais de l'élasticité de son propre duo mémoire/conscience. Début mars, en effet, au 20H de TF1, d'abord, en Egypte, ensuite, il n'avait pas de proclamation assez ferme pour signifier, urbi et orbi, que toute intervention en Libye serait contreproductive.

Manifestement, et devant les micros de l'ONU, le bombardement aérien est (re)devenu, aussi récemment que soudainement, productif.

L'ancien ministre de la défense n'a, également, guère de souvenir de ses précédentes responsabilités.

Bien que l'armée française soit à la peine en Afghanistan – du fait notamment d'un manque de moyens, par exemple en hélicoptères de transport d'assaut et de combat – on va, comme par miracle, trouver des avions, des équipages, du kérosène, des missiles et autres bombes de précision ... pour aller faire la nique à Kadhafi, lequel, voilà à peine deux ans, avait le droit de planter sa tente en plein Paris !

Ce, sans oublier le coût financier d'une telle opération alors que selon un certain premier ministre, notre pays est en faillite. On remarquera, ainsi, qu'il est des options stratégiques proprement édifiantes : on distille les moyens au compte-goutte quand il s'agit de mener un conflit d'importance première – car, selon la vérité officielle, l'intervention en Afghanistan permet de prévenir et de protéger la France de toute tentative de terrorisme fomentée par Al-Qaeda – par contre, quand il s'agit d'intervenir en dehors de toute nécessité défensive vitale, on se déclare prêt à mettre le paquet et à frapper sans attendre ...

SARKOZY : GESTICULER POUR EXISTER

Cette volonté d'agir et de « sur-agir » porte la marque (de fabrique) de Nicolas Sarkozy.

Afin de faire oublier atermoiements, quiproquos et ridicules « MAMESQUES » lors du soulèvement tunisien, l'actuel locataire de l'Élysée a décidé d'adopter une posture morale et « droits de l'homme » que. Il a fait cavalier seul, ignorant les réticences des partenaires européens, pour reconnaître le gouvernement (?) insurrectionnel libyen. Il a poussé à la roue les Britanniques afin d'obtenir leur éventuels concours à des frappes.

Cette diplomatie élyséenne hésite entre délire et danger.

Délire : car des armes françaises vont s'abattre sur celui à qui l'on voulait, lors de sa dernière visite sur le sol français, vendre des avions de combat multi-rôles de dernière génération. Que se passerait-il si le marché avait été conclu et honoré ... assisterait-on à un match Rafale contre Rafale ?

Dangereux : car il est tout aussi faux et vain de croire que des frappes aériennes, seules, permettront de résoudre, en totalité, la situation en Libye. La campagne aérienne du Kosovo est là pour le prouver : 79 jours de bombardement n'y apportèrent aucune solution de stabilisation concrète et de règlement politique. Il en sera de même si la Libye « kadhafienne » est frappée. Pire encore, l'on assistera à la partition du pays et à des raids sporadiques des forces loyalistes contre les territoires « libérés » aux mains des insurgés, lesquels réclameront, alors, une intervention terrestre et ce sera un nouvel engrenage, un nouvel Irak si les Occidentaux – notamment les Français - répondent à cet appel ...

Ceci est d'autant plus vrai que Kadhafi, contrairement à Juppé, à de la mémoire.

KADHAFI VA SE SOUVENIR QU'IL A SOUTENU LE TERRORISME AVEC SUCCÈS

Le Guide de la Révolution a été, pendant les années 1970 et 1980, un généreux financier et organisateur du terrorisme international. Nul doute que s'il subit les affres de frappes aériennes, il reprendra ses habitudes et contact étroits avec la Syrie et l'Iran voire, et alors qu'il accuse cette organisation de lui avoir nui, ouvrira ses frontières à l'AQMI, filiale maghrébine d'Al-Qaeda.

Dotées de frontières communes avec l'Algérie, le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Égypte, la Libye est, de ce point de vue, un espace plus qu'intéressant pour l'AQMI : on peut s'y entraîner, on peut y manœuvrer pour s'infiltrer, on peut s'y replier après avoir frappé tout autour.

Par ailleurs, la Jamahiriya libyenne dispose de suffisamment de représentations diplomatiques à l'étranger pour organiser et/ou téléguider, de-ci, de-là, l'un ou l'autre attentat ... contre une centrale nucléaire notamment.

Et où justement ... ?

En France.

Samedi 26 Mars 2011

Olivier MONTULET

1 Au jour le jour

Falco Accame : Des bombes à l'uranium appauvri pleuvent sur la population libyenne

Il sera opportun qu'en Libye dans les zones touchées par plus de cent missiles de croisière Tomahawk, on adopte des mesures de protection de l'uranium appauvri.

De fait dans les empenages des missiles Tomahawk se trouvent des barres d'uranium appauvri de 300 kilos. Si l'on pense qu'un projectile anti-char construit avec du métal d'uranium appauvri en contient environ 30 gr. seulement, on peut imaginer la quantité de poussières d'uranium qui se répand dans l'atmosphère dans les zones d'impact...

Edition de mercredi 23 mars 2011 de il manifesto

Falco Accame (président de l'Anavafaf)

Associazione Nazionale d'Assistenza aux Victimes Enrôlées dans les Forces Armées et à leurs Familles

<http://www.anavafaf.com/collaborare.html>

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Marzo-2011/art9.php3>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Raids occidentaux. : Poursuite des bombardements en Libye.

Les avions de la coalition occidentale ont continué de frapper les forces terrestres de Mouammar Kadhafi en Libye dans la nuit de jeudi à vendredi et dans les premières heures de la journée.

Un avion français a détruit dans la nuit une batterie d'artillerie des forces régulières près d'Ajdabiah, à 160 km au sud de Benghazi, la "capitale" des rebelles dans l'Est libyen.

Une patrouille française est intervenue avec une bombe guidée laser alors que cette batterie tirait sur ce verrou stratégique commandant l'accès à la Cyrénaïque, a dit l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées françaises.

Ajdabiah "se trouve toujours aux mains du Comité national libyen de transition", a-t-il ajouté, au micro de France Info.

Jeudi, un Rafale français avait détruit un avion libyen qui venait d'atterrir sur la base aérienne de Misrata, dans l'Ouest.

A Tripoli, des habitants ont une nouvelle fois fait état d'un raid aérien juste avant l'aube, suivi d'explosions et de rafales des systèmes de défense antiaérienne.

Le ministère britannique de la Défense a annoncé pour sa part qu'un chasseur-bombardier Tornado avait tiré des missiles sur des véhicules de l'armée libyenne menaçant des civils.

A Misrata, à 200 km à l'est de la capitale, la nuit de jeudi à vendredi a été relativement calme. Mais les rebelles ont dit vendredi que des tireurs embusqués des forces régulières occupaient toujours des positions dans la troisième ville du pays, l'une des dernières tenues par les insurgés dans l'Ouest.

"Les snipers se dissimulent toujours dans des bâtiments situés sur la rue de Tripoli. Nous ne savons pas combien il en reste", a dit un porte-parole des insurgés, Sami. Jeudi, les rebelles ont affirmé avoir tué 30 tireurs embusqués.

25/03/2011 à 12:24

Reuters

25-03

Les raids aériens menés par la coalition internationale sur la Libye ont fait plus de 100 morts parmi les civils, a annoncé le porte-parole du gouvernement libyen, Moussa Ibrahim, cité par la presse occidentale. Auparavant, les autorités libyennes ont fait état de 60 victimes civiles. Les membres de la coalition ne confirment pas ces informations.(...)

<http://fr.rian.ru>

27-03

Les opérations internationales se poursuivaient à un rythme élevé: selon le Pentagone, les avions de la coalition ont effectué 160 sorties samedi, contre 153 vendredi. La coalition a ainsi mené des raids aériens intensifs contre les forces pro-Kadhafi sur la route côtière entre Ajdabiya et Syrte, à 400 km plus à l'ouest, a déclaré pendant la nuit un porte-parole du régime.

"Les frappes aériennes ont continué pendant des heures et des heures, sans arrêt". "Nous estimons que de nombreux civils ont été tués, y compris des familles qui fuyaient les frappes aériennes en voiture", a-t-il ajouté, appelant à "un arrêt urgent et immédiat des raids aériens, ainsi qu'à la tenue d'une réunion urgente du Conseil de sécurité" de l'ONU sur la Libye. La coalition a également mené des raids aériens sur Syrte, ville natale de Mouammar Kadhafi, et Sebha (sud), selon la télévision libyenne et des témoins.

Les avions de chasse français ont réalisé plusieurs frappes dans les régions de Zenten et Misrata, deux villes de l'ouest tenues par les rebelles mais assiégées par les pro-Kadhafi, détruisant notamment "au moins" sept appareils militaires libyens, a annoncé l'état-major français.

(Afp)

27/03/11

Dans l'est, Ajdabiya, à 160 km au sud de Benghazi, fief de l'opposition, et le bourg pétrolier de Brega, à 80 km plus à l'ouest, étaient dimanche sous le contrôle total des insurgés, selon des journalistes de l'AFP. A Ajdabiya, les combats ont fait neuf morts et neuf blessés parmi les civils samedi, selon la rébellion, alors qu'à l'extérieur de la ville, les corps d'au moins 21 combattants pro-Kadhafi ont été ramassés et d'autres gisaient encore dans le désert.

A Brega, les forces pro-Kadhafi ont déserté la ville, abandonnant pièces d'artillerie et pick-up. Dans le bourg, très calme, quelques traces de combat étaient visibles. "Les forces de Kadhafi ont battu en retraite et seraient désormais à al-Bicher (à 30 km plus à l'ouest)".

"Nous avançons vers cette zone", avait déclaré samedi après-midi, Abdelsalam al-Maadan.

Depuis jeudi, les raids ont "préparé le champ de bataille" et des officiers et soldats ayant rejoint la rébellion ont joué un rôle majeur, coordonnant leurs attaques avec la coalition, a expliqué un porte-parole des insurgés à Benghazi, Chamsiddin Abdoulmolah. "Avec la reprise d'Ajdabiya, la tendance est inversée", s'est félicité samedi le colonel Thierry Burkhard, porte-parole de l'état-major français. Le président américain Barack Obama s'est réjoui de l'évolution de la situation, déclarant que la mission internationale en Libye était "ciblée et en train de réussir".

(afp)

2 Lutte pour la libération du territoire

Critiques sur les opérations militaires menées par des pays occidentaux.

Des puissances occidentales, dont la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Danemark et l'Italie, ont lancé des raids aériens en Libye depuis samedi dernier.

Plusieurs pays ont critiqué lundi les opérations militaires menées par des pays occidentaux contre les forces gouvernementales de Libye, indiquant que les raids aériens sont allés au-delà de la résolution de l'ONU et qu'ils doivent être arrêtés immédiatement.

Le Premier ministre russe Vladimir Poutine a vigoureusement critiqué le rôle des Etats-Unis dans l'opération "Aube de l'Odyssée" contre la Libye.

"L'usage de la force contre d'autres pays devient une tendance régulière de la politique américaine", a noté M. Poutine, ajoutant que cette tendance était "perturbante".

Il a également indiqué que la résolution de l'ONU était "sûrement défectueuse et boiteuse, étant donné qu'"elle permet une intervention dans un pays souverain".

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté jeudi dernier une résolution imposant une zone d'exclusion aérienne au-dessus de Libye et autorisant "toutes les mesures nécessaires" pour protéger les civils libyens.

Le président zimbabwéen Robert Mugabe a réprimandé l'Occident pour les bombardements en Libye, affirmant que quelques pays ont manipulé la résolution de l'ONU pour pouvoir bombarder la Libye.

M. Mugabe a souligné que, selon lui, l'Union africaine et la Ligue arabe avaient été trompées par l'Occident.

"Notre peuple ne pourrait pas avoir voté pour la destruction des vies libyennes. Je le regrette beaucoup", a-t-il dit, notant que la Libye est attaquée par l'Occident pour son pétrole.

Le président bolivien Evo Morales a déclaré lors d'une conférence de presse qu'il était inacceptable que la coalition occidentale, sous prétexte de protéger les civils libyens, ait bombardé et détruit le pays.

Il a appelé l'ONU à ordonner une fin immédiate de l'opération militaire.

Il a décrit cette intervention comme "un crime, un assaut et une agression".

Le président équatorien Rafael Correa a dénoncé l'intervention militaire comme "terrible" et appelé à un "cessez-le-feu immédiat" pour préparer des négociations pacifiques.

Il a souligné que l'Equateur était fermement contre l'intervention.

"C'est terrible, je pense que la Libye devrait régler ses problèmes elle-même. La seule chose que l'ONU a approuvé est une zone d'exclusion aérienne. Cela veut dire que les avions de Kadhafi ne peuvent pas bombarder les rebelles, mais ils ont tout bombardé jusqu'à Tripoli, c'est inacceptable", a dit M. Correa.

Il a noté que tous les pays du Moyen-Orient doivent régler leurs problèmes eux-même sans intervention des puissances étrangères.

Le ministre argentin des Affaires étrangères Hector Timerman, sur son microblog, a posé des questions concernant l'opération militaire.

Il a estimé que davantage d'efforts diplomatiques devraient être déployés pour régler la crise libyenne.

(SYNTHESE)

22 mars

(Xinhua)

1 Politique des Usa

Les grandes manœuvres

L'ex-secrétaire américain à la Défense critique la confusion, dans les opérations contre la Libye.

Dans un entretien avec la chaîne CNBC, l'ancien chef du Pentagone, Donald Rumsfeld, a critiqué l'absence de stratégie et l'attitude immature du gouvernement Obama, à propos de l'action militaire contre la Libye. "Il me semble que la confusion sur ce qu'est la mission, s'il s'agit de changement de régime ou pas (...) est un problème", a jugé Donald Rumsfeld, cité par l'AFP. La résolution de l'ONU sur la Libye ne prévoit que la protection des populations civiles, mais nombre de dirigeants occidentaux, dont le Président américain, Barack Obama, considèrent que Mouammar Kadhafi "doit partir", a réitéré Rumsfeld.

25/03/2011

<http://french.trib>

Des Canons ... pas du beurre

27/03/11

Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, a accusé les forces du colonel Kadhafi de "déplacer les corps des gens qu'il a tués pour les mettre sur les sites que nous avons attaqués", pour faire croire qu'il s'agit de civils tués par les alliés. Le département d'Etat américain a de son côté loué les efforts de l'Union africaine (UA) pour tenter de trouver une solution négociée à la crise

libyenne. Le régime libyen s'est d'ailleurs dit prêt à accepter le plan de l'organisation panafricaine prévoyant la cessation des combats et un dialogue en vue d'une "transition" démocratique. Mais les rebelles ont rejeté cette initiative.

(afp)

4 Les institutions

ONU

COMPROMIS À L'OTAN

Les opérations lancées samedi dernier sous mandat de l'Onu par la coalition internationale pour faire appliquer une zone d'exclusion aérienne et protéger la population civile face à l'armée de Kadhafi ont obtenu un nouveau soutien arabe: les Emirats arabes unis ont confirmé vendredi qu'ils engageaient six F-16 et six Mirage dans les patrouilles visant à faire respecter la zone d'exclusion aérienne.

Le Qatar a d'ores et déjà mobilisé deux chasseurs et deux avions de transport de troupes.

Le Soudan a parallèlement accepté d'ouvrir son espace aérien aux avions participant à l'opération, indique-t-on de sources diplomatiques aux Nations unies, où la délégation de Khartoum n'a fait aucun commentaire.

Mais la France a prévenu que l'issue ne serait pas rapide. "Je doute que ce soit en jours, je pense que ce sera en semaines, j'espère que ce ne sera pas en mois", a dit l'amiral Guillaud, apportant un bémol aux propos tenus la veille par Alain Juppé.

Le ministre des Affaires étrangères avait alors parlé de jours ou de semaines avant la destruction des capacités militaires de Kadhafi, mais "certainement pas en mois".

25/03/2011

Reuters

Otan

A Bruxelles, les 28 pays membres de l'Otan sont convenus tard jeudi soir de faire respecter une zone d'exclusion aérienne mais ne sont pas tombés d'accord pour prendre le commandement de l'ensemble des opérations militaires.

Après quatre jours d'âpres discussions, le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen, a déclaré que le mandat de l'Otan n'allait pour l'instant pas au-delà de la mise en oeuvre de la zone d'exclusion aérienne et d'un embargo sur les armes. Il a ajouté que les forces de l'Otan pourraient se défendre le cas échéant.

25/03/2011 à 12:24

Reuters

Europe

1 France

27-03

A l'approche d'une première réunion du groupe de contact mardi à Londres, le président français Nicolas Sarkozy a annoncé une initiative franco-britannique en vue d'une solution politique. L'Italie a déclaré qu'elle aussi y présenterait un plan. Sur la conduite des opérations, les pays de l'Otan ont convenu de prendre dans l'immédiat le relais de la coalition pour la zone d'exclusion aérienne, mais pas pour les frappes au sol. Des négociations devaient se poursuivre dimanche pour que l'Otan prenne toutes les opérations en main.

(afp)

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Hugo Chavez juge "irresponsable" l'intervention armée contre la Libye

Samedi 19 Mars 2011

Le président vénézuélien Hugo Chavez a jugé "*irresponsable*" l'intervention armée internationale lancée samedi contre la Libye, qui vise selon lui à s'emparer du pétrole libyen, et il a réclamé qu'un cessez-le-feu soit instauré

Dans une déclaration télévisée, M. Chavez a condamné "*l'action militaire des alliés contre la Libye*", qui constitue "*une ingérence dans les affaires intérieures d'un pays*". "*Nous exigeons (que soit instauré) un cessez-le-feu effectif et que l'on reprenne le chemin de la paix en Afrique du Nord*", a déclaré M. Chavez.

"L'action militaire des alliés contre la Libye a commencé. C'est profondément regrettable. Quelle irresponsabilité! Et derrière cela, la main des Etats-Unis et de leurs alliés européens", a commenté le président vénézuélien. "Il est lamentable que l'ONU se prête à avaliser cette guerre", mais "la main de l'Empire s'est imposée", a-t-il déclaré, se référant aux Etats-Unis. "Ils veulent s'emparer du pétrole de Libye", a-t-il dit.

M. Chavez a déploré que la proposition de médiation de paix internationale que le Venezuela avait faite il y a quelques jours n'ait pas été acceptée.

Le blog de Nicolas Maury

Chavez : La vérité sur la Libye !

Vidéo http://www.dailymotion.com:80/video/xhhp2c_chavez-defend-sa-verite-sur-la-libye_news

5-2 Michel Collon : la différence entre un bon arabe et un mauvais arabe.

Michel Collon, invité à *Ce soir ou jamais*, donne son analyse sur l'intervention en Libye, à la lumière des guerres initiées par les USA depuis les années 60. Il précise tout d'abord que ces guerres ont toutes été précédées de mensonges, les médiemensonges, qui servent à justifier la guerre aux yeux de l'opinion publique : La guerre du Vietnam précédée par le mensonge de l'attaque d'un navire américain par deux bateaux vietnamiens dans le Golfe du Tonkin ; l'invasion de l'Irak en 2003 justifiée par des mensonges et notamment celui des armes de destruction massive ; l'intervention en Yougoslavie, etc. Il s'interroge ensuite sur les interventions militaires dans "le monde arabe" à l'aune de l'actualité libyenne. « Quel est le critère pour l'Europe, pour les Etats-Unis, pour distinguer le bon arabe et le mauvais arabe ? »

Il apporte sa réponse un peu plus loin : « Le bon arabe c'est l'arabe qui est à genoux, qui donne son pétrole aux USA et celui-là il pourra traiter les femmes en esclaves, commettre des tortures, du terrorisme ; celui-là on ne lui fera rien, parce qu'il dira toujours merci aux Etats-Unis et à monsieur Sarkozy. »

Il revient également sur les massacres de civils désarmés à Bahreïn (avec le concours de l'Arabie Saoudite soutenue par les USA) et au Yémen.

- La vidéo montre des extraits de l'émission [*Ce soir ou jamais*](#), présentée par Frédéric Taddeï, diffusée le 21 mars 2011 sur France 3.

- Michel Collon est un écrivain et journaliste belge (Son dernier livre : Israël, Parlons-en !, Investig'Action/Couleur livres, Bruxelles/Charleroi, 2010)

- Les autres invités sont : Rony Brauman (Ancien président de Médecins sans frontières), Patrick Haimzadeh (Ancien diplomate en Libye), Antoine Vitkine (Journaliste), Nicole Bacharan (Politologue) et Zeina el Tibi (Présidente de l'Observatoire d'études géopolitiques)

Vidéo : http://www.youtube.com/watch?v=-aDbDim-TQ8&feature=player_embedded

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

6-1 Falco Accame : Des bombes à l'uranium appauvri pleuvent sur la population libyenne.

Il sera opportun qu'en Libye dans les zones touchées par plus de cent missiles de croisière Tomahawk, on adopte des mesures de protection de l'uranium appauvri.

De fait dans les empenages des missiles Tomahawk se trouvent des barres d'uranium appauvri de 300 kilos. Si l'on pense qu'un projectile anti-char construit avec du métal d'uranium appauvri en contient environ 30 gr. seulement, on peut imaginer la quantité de poussières d'uranium qui se répand dans l'atmosphère dans les zones d'impact...

Là-dessus le silence est total. Dans l'attaque de missiles contre la Yougoslavie on n'utilisa que 15 missiles de croisière qui firent des cratères de 6m². Les Libyens ne possèdent pas de mesures de protection appropriées. C'est donc un geste humanitaire que l'on doit à la population libyenne qui est à proximité des zones frappées d'envoyer de matériel de protection. L'Italie connaît les graves conséquences produites sur les personnes des zones exposées sans mesure de protection. A présent les cas de malades (des autres campagnes, NdT) sont plus de 1.000. L'Italie a encore à solder une dette morale envers les populations libyennes : nous ne devons pas oublier qu'en 1930 les avions de Italo Balbo détruisirent, en employant de l'ypérite, d'entières tribus libyennes sans armes. La page peut-être la plus noire de notre colonialisme.

Edition de mercredi 23 mars 2011 de il manifesto

Falco Accame (président de l'Anavafaf)

Association Nationale d'Assistance aux Victimes Enrôlées dans les Forces Armées et à leurs Familles

<http://www.anavafaf.com/collaborare.html>

7 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

7-1 Danilo Zolo : Une imposture criminelle.

Le vent de révolte qui souffle sur les pays du Maghreb et du Mashrek, de la Tunisie à la Libye, à l'Égypte, au Yémen et au Bahreïn, n'annonce pas un nouveau printemps des populations arabo-musulmanes. La liberté, la démocratie, la justice, un minimum de bien-être sont un rêve encore très lointain. Leurs ennemis sont puissants. La guerre qu'ont déclenchée, avant-hier, les alliés européens, France et Grande-Bretagne avec les États-Unis contre la Libye, est la preuve de leur volonté de mettre sous leur contrôle l'aire méditerranéenne, tout le Golfe et, en perspective, l'Afrique.

L'exaltation des droits humains, la garantie de la sécurité et de la paix sont pure rhétorique, une énième sanguinaire imposture après les agressions tragiques contre l'Irak et l'Afghanistan, et après les massacres que l'État d'Israël -allié très étroit des USA- a accompli et continue d'accomplir contre le peuple palestinien.

Les États-Unis, cette fois dans une confusion ouverte avec leurs alliés et probablement à l'intérieur de leur propre administration, essaient à grand peine de cacher leur vocation néo-coloniale et néo-impériale sous l'habit de l'énième humanitarisme interventionniste. La violation désinvolte de la Charte des Nations Unies et l'utilisation opportuniste du Conseil de sécurité des Nations Unies font la preuve, à la fin, de leur irréprouvable volonté de puissance. Se répète à la lettre le modèle de l'agression criminelle de l'OTAN contre la Serbie de 1999, voulue par le président Clinton pour la « libération » du Kosovo. Il s'est agi là d'une intervention « humanitaire » qui a massacré, du ciel, des milliers de personnes innocentes. Même une lecture rapide de la résolution 1973 du 17 mars, avec laquelle a été décidée la « no-fly zone » contre la Libye, suffit pour trouver une violation gravissime de la Charte des Nations Unies, outre celle du droit international général. La violation de la Charte est évidente si l'on pense que le comma 7 de l'article 2 stipule que « *aucune disposition du présent Statut n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des questions qui appartiennent à la compétence interne d'un Etat* ». Il est donc indiscutable que la « guerre civile » de compétence interne à la Libye n'est pas un événement dont puisse s'occuper militairement le Conseil de sécurité.

En plus de cela, l'article 39 de la Charte des Nations Unies prévoit que le Conseil de sécurité peut autoriser l'usage de la force militaire seulement après avoir asserté l'existence d'une menace internationale de la paix, d'une violation de la paix ou d'un acte d'agression (de la part d'un Etat contre un autre Etat). C'est donc ici une seconde et absolue raison qui rend criminel le massacre de personnes innocentes que les volontaristes alliés européens et les États-Unis s'appêtent à faire en Libye. Et couvre de honte le gouvernement italien engagé avec ses bases et ses avions militaires à contribuer à répandre le sang d'un peuple dont il se déclarait emphatiquement ami jusqu'à ces dernières semaines. Cela n'a non plus aucun sens de se servir - comme le fait à plusieurs reprises la résolution 1973 du Conseil de sécurité- de la dite « responsabilité de protéger » (Responsibility to protect). Il s'agit de la très contestée résolution 1674 du 28 avril 2006 du Conseil de sécurité. En cas de violation grave assertée des droits humains de la part d'un Etat, le Conseil de sécurité -soutient-on- peut déclarer qu'il s'agit d'une menace de la paix et de la sécurité internationale. Et peut ainsi adopter toutes les mesures militaires qu'il juge opportunes. Point n'est besoin de dépenser de nombreuses paroles pour argumenter que le Conseil de sécurité n'est pas compétent pour émaner de nouvelles normes de droit international. Et il est aussi évident que la « guerre civile » interne à la Libye ne représentait pas et ne représente toujours pas une menace de la paix et de la sécurité internationale, comme du reste bien cinq membres du Conseil de sécurité (Allemagne, Russie, Inde, Chine et Brésil) l'ont implicitement soutenu en refusant de voter en faveur de la résolution. De plus, ceux-ci ont déploré l'agression que France, Angleterre et États-Unis ont déclenchée contre la population libyenne au nom de la vigilance sur les droits humains. Tout comme la Ligue arabe a soutenu que, de toutes façons, son objectif est de « *sauver les civils pas d'en tuer d'autres* ». Il est désormais évident que d'autres voies pouvaient être prises pour la recherche d'une médiation et pour une solution du conflit.

Jusqu'il y a peu de temps nous étions convaincus que les États-Unis avaient changé de visage grâce au nouveau président Barack Obama. Mais nous sommes à présent certains que le visage ne suffit pas et qu'il peut même servir de masque, comme le montrent la continuité de la guerre en Afghanistan, le silence consentant sur le désastre du peuple palestinien, le fermeté manquée - autant que promise- de Guantanamo. A propos de droits humains.

Rien n'a changé dans la stratégie hégémonique des États-Unis et cela aura des conséquences très graves justement à l'égard du peuple libyen qu'on fait semblant de vouloir sauver de la violence d'un dictateur. Il est facile de prévoir que la guerre ne cessera pas tant que Kadhafi ne sera pas fait prisonnier ou tué (tout comme le leader irakien Saddam Hussein fût pendu par la volonté du président des États-Unis George W. Bush). Et il est tout aussi facile de prévoir que, la guerre finie, les États-Unis exerceront leur pouvoir pour se garantir le contrôle de la Libye -ou de la Cyrénaïque « Etat », comme ils contrôlent aujourd'hui militairement et stratégiquement le Kosovo- pour en exploiter les très riches ressources énergétiques, comme cela s'est produit en Irak.

C'est, et ce sera, la « guerre juste » de la Méditerranée de Barack Obama et du « faucon » Hillary Clinton.

Danilo Zolo

Danilo Zolo est professeur de philosophie du droit international à l'Université de Florence et directeur du Jura Gentium Journal, Rivista di filosofia del diritto internazionale e della politica

7-3 Maurizio Matteuzzi : Et si les gentils n'étaient pas si gentils ?

Les gentils contre les méchants, les nôtres contre les leurs, le 7^{ème} régiment de cavalerie contre les Indiens. Une simplification comme à la télé pour un cas très compliqué. Le méchant ne peut être que Kadhafi. Il a mérité son rôle, de droit, depuis 40 ans de pouvoir absolu, abus et excès, bizarreries et excentricités (même si tout ce qu'il a fait n'est pas à vomir). Les gentils sont les rebelles de Bengazi (se rebeller est juste), les « révolutionnaires du 17 février » qui ont arraché à Kadhafi tout l'est libyen, l'indocile Cyrénaïque. Ceux que presque tout le monde depuis le début a appelé les « civils » (de façon à accréditer la guerre juste de l'ONU). « Civils », mais pas comme ceux du boulevard Bourguiba à Tunis, de la Place Tahir au Caire, de la Place de la Perle à Manama. Des images mêmes des mêmes téléés, les « civils » de Bengazi sont armés de pied en cap, avec des tanks et des défenses anti-aériennes, capables d'abattre des avions gouvernementaux et de piloter des jets de combat.

Ce sont eux qui, une fois la guerre humanitaire de l'Occident menée à terme et Kadhafi enfin liquidé, seront la nouvelle Libye.

Mais qui sont-ils, « eux », les gentils du film ? Et comment sera la nouvelle Libye post-kadhafienne et, donc, présume-t-on, démocratique, respectueuse des libertés civiles et des droits humains, etc. etc. ?

La Libye est un morceau de roi trop appétissant et la hâte des humanitaires (conduits par le triste clown Napoléon Sarkozy) pour courir à son secours est un peu suspecte. Et le Yémen ? Et le Bahreïn ? Et la Birmanie, pourquoi pas la Birmanie ? Et pourquoi pas la Palestine ? (La Palestine parce que non et c'est tout, ça se comprend).

Le pari de l'Occident humanitaire se fait les yeux fermés. Et dangereusement. Parce que les rebelles « civils » de Bengazi, bien que (pour le moment) inconnus, ont un curriculum solide de fondamentalisme musulman, armé et militant (donc anti-occidental), ou, au contraire, pour les plus connus, ne sont pas ce qu'on appelle une garantie.

D'après Massimo Introvigne, représentant de l'Osce (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) pour la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination : « On connaît certains noms de chefs d'origine tribale qui semblent être en position de force dans ce qui est appelé gouvernement provisoire de Bengazi, le Conseil national libyen. On sait par exemple que son secrétaire est Mustapha Mohammed Abud al Jeleil, qui jusqu'au 21 février était le ministre de la justice de Kadhafi et avait été placé en décembre 2010 par Amnesty International sur la liste des plus effroyables responsables de violations de droits humains d'Afrique du nord ». L'autre homme fort des rebelles « civils » de Bengazi est « le général Abdul Fatah Younis, ex ministre de l'intérieur de Kadhafi et auparavant chef de la terrible police politique du régime »... Des personnages, conclut Introvigne, qui « ne sont pas les "démocrates sincères" des discours d'Obama, mais parmi les pires instruments du régime de Kadhafi, qui aspirent à chasser le colonel pour prendre sa place ».

Instruments recyclés du kadhafisme qui seront balayés par les « jeunes révolutionnaires » et par les vieux démocrates survivants du kadhafisme ? Peut-être. Espérons. Mais c'est un fait que la Libye, et l'Est de la Libye, se révèlent être le premier exportateur au monde par habitant (par rapport à sa population) de combattants et de « martyrs » (« suicide-bomber », lire kamikaze) en Irak. Plus nombreux que ceux qui viennent de n'importe quel autre pays arabo-musulman et même d'Arabie saoudite, berceau de Ben Laden et des terroristes (présumés, NdT) du 11 septembre.

Ces données ne viennent pas de Kadhafi, qui par commodité attribue la révolte de l'Est à Al Qaeda, mais du Combating Terrorism Center de West Point, de la banque de données du Pentagone et des câbles diffusés (hier) par Wikileaks. Les données de West Point et du Pentagone se fondent sur les « Sinjar documents », trouvés par les forces étasuniennes en octobre 2007 lors d'un raid dans cette localité à la frontière irako-syrienne, et qui décrivent un « scénario alarmant » sur les rebelles libyens de Bengazi et Derna.

Des 700 jihadistes, dont l'entrée en Irak a été « recensée » (par nationalité) entre 2006 et 2007, 19% venaient de Libye, en particulier de Derna (60%) et Bengazi (24%) qui revendiquent de nombreux « Afghans veterans » dans leurs rangs. Derna est la première source de jihadistes en Irak, 52 contre 51 venant de Riad (mais la ville de Cyrénaïque a 80 mille habitants, et la capitale de l'Arabie saoudite en a 4 millions), suivies par La Mecque et par Bengazi. Même parmi les kamikazes recensés comme « martyrs », les Libyens sont les premiers, 85% contre 56 % pour les autres.

Même scénario décrit par Wikileaks : l'Est libyen comme terrain fertile pour le radicalisme islamique. Et Vicent Cannistraro, ancien chef de la cellule Cia en Libye, affirme que parmi les rebelles il y a beaucoup d'« extrémistes islamiques capables de créer des problèmes » et que les « probabilités [sont] élevées que les individus les plus dangereux puissent avoir une influence dans le cas où Kadhafi devrait tomber ».

Meilleurs vœux.

Maurizio Matteuzzi

Edition de mercredi 23 mars 2011 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Marzo-2011/art26.php3>

7-4 Robert Bibeau : LA LIBYE SOUS LES BOMBES « HUMANITAIRES » DE L'ONU

Il était une fois un berger qui, entendant ses agneaux en émoi et son troupeau aux abois, s'approcha pour constater les dégâts... Un vieux loup à demi édenté s'était faulilé dans sa bergerie et dévorait tous les animaux

qu'il pouvait attraper... Le berger courut dans la forêt demander assistance au chef de la meute. Décrivant son embarras, il quémanda secours à ce loup étranger: « Sire venez sauver mes agneaux innocents, d'ici peu votre compagnon mécréant, même à demi édenté, aura terminé la curée. ».

Le chef de meute, un loup tartufe, rassura le berger : « Avant la nuit j'aurai neutralisé ce gêneur, vous serez sorti de ce guêpier et il s'échappera sans vous importuner, soyez en assuré. Où se trouve votre bergerie que je trotte libérer vos protégés ? » Sitôt dit sitôt fait, en deux temps trois mouvements, le loup perfide eut vite fait de chasser ce canidé à demi édenté. Sur cette lancée il prit sa place dans la bergerie apaisée et termina lui-même la curée. Le berger, risée du comté, raconte partout à la ronde les mérites de ce chef de meute, nabot enragé, soi-disant épris de « liberté », lequel, quant à lui, ne cesse de réciter ses festivités dans la bergerie d'un berger demeuré.

Le bombardement du peuple libyen par les avions de guerre et les canons américains, français, britanniques, canadiens et italiens a-t-il de quoi surprendre la « gauche » et les médias occidentaux, la Ligue Arabe, la Russie de Poutine (1), la Chine et le Brésil abstentionnistes et les autres imposteurs qui s'étonnent soudain d'apprendre la multitude des victimes collatérales de l'agression néo-coloniale contre un pays africain insurgé et contre ses chefs de clans en guerre tribale opposant royalistes sur le retour et tyran sur le départ ? Il y a parfois de ces querelles entre clans stipendiés à propos du partage du butin attribué aux sous-fifres locaux par les exploiters occidentaux (2).

Quand un vieux chef de guerre ne fait plus l'affaire, les puissants le remplacent et espèrent qu'il s'éclipsera gentiment dans sa datcha à Charm-el-Cheik ou à la Mecque avec ses milliards si mal gagnés. On proclame alors la « Révolution victorieuse » et chacun rentre chez-lui vaquer à ses occupations d'exploité ou d'aliéné. Si le démis n'entend pas raison, il faut parfois que les maîtres étrangers rappellent le tyran à sa mission et lui imposent leur médiation pour le bénéfice des commissions à distribuer à chacun des héritiers. Parfois, les maîtres séants doivent châtier ce chef mécréant afin de donner une leçon à tous ces malfrats qui pourraient être tentés de l'imiter.

Ne croyez surtout pas qu'un chef de l'ALBA sud-américaine puisse venir proposer sa médiation pour trancher parmi les insurgés. Ce n'est pas à un révolté de faire justice parmi les néo-colonisés (3). Il y aura des morts collatérales pour avoir refusé cette médiation charitable mais c'est le prix à payer pour rétablir la « paix » des exploiters parmi les spoliateurs. Présentement les maîtres interviennent en Libye afin de mettre fin à la chicane inter clanique et ramener chaque camp gourmand à la raison. Les livraisons de ressources pétrolières ne souffrent pas de telles perturbations. L'Italie est en difficulté et ne souhaite pas payer son pétrole plus cher que d'accoutumée.

Le secrétaire d'État à la défense (« à l'attaque » serait plus approprié), M. Robert Gates, avait pourtant **parfaitement décrit les sévices qu'il ferait subir à la Libye si jamais il engageait ses troupes d'agression dans l'action**. Imposer une « zone d'exclusion aérienne » ça signifie, disait-il la semaine dernière sur les ondes de la télévision américaine, bombarder les infrastructures militaires anti-aériennes, les tours de contrôle aériennes civiles et militaires, les pistes d'atterrissage civiles et militaires, les radars, les centres de télécommunications et les tours de télécommunications (qui sont nécessairement en zones urbaines), les centres de transmission de télévision et de radiodiffusion, les infrastructures de transport, et quelques autres objectifs civils **à bombarder pour assurer la sécurité des pilotes et des navires d'agression**, au prix évidemment de l'insécurité totale des populations civiles à soi-disant protéger des griffes du malin, c'est-à-dire du clan qui n'est plus adoubé par l'Occident après avoir été son préféré. Il y a parfois de ces revirements d'alliances chez les grands et les puissants. Dorénavant les deux clans en guerre ont le choix des bombes qui meublent leur enfer. Personnellement je préférerais être bombardé par les mercenaires de Kadhafi, beaucoup moins efficaces et meurtriers que **les nouveaux mercenaires américains, français, britanniques, canadiens et italiens du camp royaliste de l'Est libyen** (4). Notez que le clan de l'Est libyen n'a pas lui non plus l'aval du maître américain qui ne semble pas le contrôler suffisamment. Par moment, cette coalition « humanitaire » occidentale donne l'impression anarchique d'un gang de voleurs sans chef de bande, ce qui ne se produirait jamais chez les loups j'en conviens avec vous.

Cette guerre coloniale illégale que les pays agresseurs ont lancée en contravention avec leur propre constitution dite « démocratique » vise à donner une leçon de « démocratie » à un peuple coincé entre deux belligérants qui ne parviennent pas à se partager l'usufruit des ressources nationales dilapidées. Quant à lui, le premier ministre canadien Harper n'a jamais présenté de déclaration de guerre à la sanction du parlement canadien, non plus qu'au Conseil des ministres, en contravention absolue avec la Constitution « démocratique » bourgeoise du Canada. Le chef de l'opposition au parlement canadien s'en dit parfaitement satisfait car il aurait fait de même s'il avait été ainsi pressé par ses amis États-uniens. Comment ces gens peuvent-ils porter une leçon démocratique en Afrique ?

Vous entendez déjà les mensonges à propos des frappes « chirurgicales » manquées qui tuent et blessent les victimes collatérales, ces innocents libyens, justement ceux que l'ONU était venue protéger, mais aussi **sur la peine que ces massacres infligent à la « communauté des pleureuses démocratiques internationales » venue déchieter à coup de bombes à fragmentation ces gens révoltés, qu'ils veulent prétendument libérer (libérer de la vie – oui); et toute cette « gauche », cette droite, ces analystes et ces experts télématiques qui déjà préparent la « victoire » des forces coalisées comme en Irak (où elles prennent la poudre d'escampette après avoir tout saccagé), au Kosovo (où elles sont encore incrustées avant d'être chassées), en Afghanistan et au Nord Pakistan (où elles achèvent d'être expulsées après avoir beaucoup tué) (5). Rien à attendre des dieux de la peste... Combien de massacres les peuples du monde devront-il subir avant que l'on se souvienne du passé ? Mais n'ayez crainte, les peuples du monde n'ont pas mordu à cet hameçon grossier et d'ici peu vous apprendrez que les gouvernements occidentaux ont agi en abusant de leur autorité, sans rien demander à quiconque, car la population, si on exclut la « gauche humanitaire », n'a jamais cru en cette sirène de la délivrance des peuples opprimés par leurs oppresseurs.**

Un loup « libérateur » au milieu d'une bergerie n'est jamais la solution pour un berger sensé. Forces néo-coloniales française, britannique, américaine, canadienne et italienne, hors de Libye! Cessez de tuer le peuple libyen révolté, il saura très bien se défendre si seulement vous cessiez de supporter et d'armer ses oppresseurs d'hier et d'aujourd'hui.

ANNEXES

1. Vladimir Poutine: «Ce qui se passe en Libye se fait sous la bannière de la défense des civils. Mais lorsque l'on bombarde le territoire libyen, ce sont les mêmes civils pacifiques libyens qui meurent. Ou est la logique ou est la morale? Nulle part. » <http://sergeadam.blogspot.com/2011/03/libye-poutine-qualifie-la-mission-de.html>

2. La Ligue arabe critique les frappes de la coalition... Le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa a critiqué les frappes aériennes et maritimes de la coalition en déclarant qu'elles dépassaient le cadre des objectifs proclamés, s'agissant de protéger la population civile, annoncent dimanche les médias arabes. "Ce qui s'est passé en Libye diffère du but qui est d'imposer une zone d'exclusion aérienne, et ce que nous voulons c'est la protection des civils et pas le bombardement d'autres civils", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse au Caire. Il a également annoncé son intention de convoquer une réunion d'urgence du Conseil de la Ligue arabe afin de discuter de la situation dans les pays arabes, notamment en Libye et au Yémen. Lors d'une réunion précédente au Caire, les ministres des Affaires étrangères des pays membres de la Ligue arabe ont appelé l'Onu à instaurer en Libye une zone d'exclusion aérienne. Jeudi 17 mars, le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté une résolution permettant un recours à la force pour protéger la population libyenne des troupes du colonel Mouammar Kadhafi. Une opération militaire a été lancée samedi par la coalition des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et le Canada.

Les premières frappes ont été portées par les chasseurs français. 110 missiles de croisières ont été tirés par la coalition dans la nuit du samedi au dimanche. Selon les médias officiels libyens, la coalition a frappé des sites civils dans les villes les plus importantes du pays, notamment à Tripoli, Benghazi et Zouara, ainsi que les dépôts de pétrole à Misrata. La télévision libyenne a également annoncé la mort de 50 civils dont des enfants, des femmes et des personnes âgées.

3. http://fr.wikipedia.org/wiki/Alliance_Bolivarienne_pour_les_Am%C3%A9riques

4. <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23854>

5. À propos du dictateur Kadhafi : <http://www.aloufok.net/spip.php?article3770>

6. <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23814>

<<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23814>> et aussi

<http://www.internationalnews.fr/article-r-69704544.html>

<http://boycottisraelinternational.com>

Robert Bibeau

23.03.2011

<http://www.robertbibeau.ca/palestine3.html>

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

7-5 Moumene Belghoul : L'embarrassant rôle de l'Otan en Libye. 25/03/2011

L'intervention militaire en Libye continue de diviser les protagonistes, alors que la situation sur le terrain reste indécise.

Le rôle de l'Otan fait toujours débat et reste au centre de tractations entre ses membres. Déjà aux commandes en Afghanistan, l'Organisation atlantique s'apprête à jouer un rôle direct pour coordonner l'action en Libye. Au risque de donner à l'intervention une coloration atlantiste qui servirait Kadhafi. Kadhafi, lors de sa première apparition depuis le lancement de l'offensive, a affirmé devant ses partisans rassemblés dans sa résidence-caserne de Tripoli qu'il était «prêt pour la bataille, qu'elle soit longue ou courte». Le rôle de l'Otan dans le commandement des opérations semble avoir du mal à se situer dans une crise aux facettes multiples. Dans un souci apparent d'atténuer une situation embarrassante, l'Otan annonce qu'elle n'exercera pas «le pilotage politique» de la coalition en Libye, mais interviendra seulement comme «outil de planification et de conduite opérationnelle». L'Otan voudrait se limiter à la mise en œuvre d'une zone d'exclusion aérienne. Elle a déjà accepté mardi dernier de se charger de surveiller l'embargo sur les armes contre la Libye, en assignant des navires et des avions à cette mission. Cependant, le malaise reste de mise parmi les puissances militaires de l'organisation atlantique. Aucun de ses membres ne veut endosser «la responsabilité de la phase terrestre de l'opération» dans ce pays, estime l'ambassadeur de Russie auprès de l'Otan. La coalition, entrée en action le 19 mars avec à sa tête les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, deux jours après le quitus onusien, n'a jusqu'ici pas réussi à faire changer la physionomie du terrain. Les forces de Kadhafi n'ont pas cessé leurs attaques en dépit de l'annonce d'un nouveau cessez-le-feu. Dans la ville de Misrata, 17 personnes ont été tuées par des tirs de snipers et d'obus. Lundi dernier, 40 morts avaient été dénombrés dans cette ville, selon l'opposition. Pro et anti-Kadhafi continuent ainsi à s'affronter dans d'autres points chauds de la Libye. Mais l'état devrait se refermer inexorablement autour du maître de Tripoli de plus en plus acculé. Un des fils du «Guide» libyen aurait été tué par une frappe aérienne et un bâtiment de sa résidence avait été détruit par un missile. Les membres de l'Union européenne sont parvenus à un accord de principe pour sanctionner le principal groupe pétrolier libyen, la compagnie nationale NOC, la Libye demeurant l'un des principaux producteurs de pétrole d'Afrique. Selon la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, des proches du colonel ont pris des contacts dans le monde entier pour trouver une porte de sortie. Alors que le secrétaire à la Défense américain Robert Gates est arrivé hier au Caire, les États-Unis annoncent avoir réduit de façon «significative» le nombre de survols de la Libye par leurs

avons. La mise en place d'une zone d'exclusion aérienne pouvant s'achever «sous peu» préconisant la pression permanente. Mais les réticences de certains pays sont toujours fortes. Berlin, fermement opposé à l'intervention en Libye, a annoncé la suspension de la participation de ses navires aux opérations de l'Otan en Méditerranée. Le président turc Abdullah Gül, dont le pays est membre de l'Otan, a critiqué l'«opportunisme» de certains pays impliqués dans l'intervention, mettant en doute leurs prétendues visées, qui, en vérité, cacheraient d'autres ambitions.

Moumene Belghoul

<http://www.latribune-online.com/monde/49358.html>

7-6 Grégoire Lalieu : Entretien avec Jean Bricmont : La Libye face à l'impérialisme humanitaire.

Kosovo, Irak, Afghanistan : les partisans d'une intervention en Libye n'auraient-ils pas retenu la leçon ? Jean Bricmont, auteur d'un ouvrage sur l'impérialisme humanitaire, nous explique pourquoi le droit d'ingérence est incompatible avec la paix dans le monde et dessert les causes humanitaires. A moins bien-sûr, que ces causes ne soient que des prétextes...

Interview : Grégoire Lalieu

Pouvez-vous nous rappeler en quoi consiste l'impérialisme humanitaire ?

C'est une idéologie qui vise à légitimer l'ingérence militaire contre des pays souverains au nom de la démocratie et des droits de l'Homme. La motivation est toujours la même : une population est victime d'un dictateur, donc il faut agir. On nous sort alors les références à la Deuxième Guerre mondiale, à la guerre d'Espagne et j'en passe. Le but étant de faire accepter l'intervention. C'est ce qui s'est passé pour le Kosovo, l'Irak ou l'Afghanistan.

Et aujourd'hui, c'est le tour de la Libye ?

Il y a une différence car ici, une résolution du Conseil de Sécurité des Nations-Unies l'autorise. Mais cette résolution a été votée à l'encontre des principes-mêmes de la Charte des Nations-Unies. En effet, je ne vois aucune menace extérieure dans le conflit libyen. On a évoqué la notion de la « *responsabilité de protéger* » les populations, mais en brûlant un peu les étapes. De plus, il n'y a pas de preuves que Kadhafi massacre la population dans le simple but de la massacrer. C'est un peu plus compliqué que cela : il s'agit plutôt d'une insurrection armée et je ne connais pas de gouvernement qui ne réprimerait pas ce type d'insurrection.

Évidemment, il y a des dommages collatéraux et des morts parmi les civils. Mais si les États-Unis savent comment éviter de tels dommages, qu'ils aillent l'expliquer aux Israéliens et qu'ils l'appliquent eux-mêmes en Irak et en Afghanistan. Nul doute également que les bombardements de la coalition vont aussi provoquer des pertes civiles.

Je pense donc que d'un point de vue strictement légal, la résolution du Conseil de Sécurité est discutable. Elle est en fait le résultat d'années de lobbying pour faire reconnaître le droit d'ingérence qui se trouve ici légitimé.

Pourtant, même dans la gauche, beaucoup pensent qu'il fallait intervenir en Libye pour arrêter le massacre. C'est une erreur de jugement selon vous ?

Oui et pour plusieurs raisons. Tout d'abord, cette campagne établit le règne de l'arbitraire. En effet, le conflit libyen n'a rien d'exceptionnel. Il y en a beaucoup d'autres dans le monde, que ce soit à Gaza, à Bahreïn ou, il y a quelques années, au Congo. Dans ce dernier cas, nous étions dans le cadre d'une agression extérieure de la part du Rwanda et du Burundi. L'application du droit international aurait permis de sauver des millions de vie mais on ne l'a pas fait. Pourquoi ?

Ensuite, si on applique les principes de l'ingérence qui sous-tendent l'attaque contre la Libye, cela veut dire que tout le monde peut intervenir partout. Imaginons que les Russes interviennent à Bahreïn ou les Chinois au Yémen : ce serait la guerre généralisée et permanente. Une grande caractéristique du droit d'ingérence est donc le non-respect du droit international classique. Et si on devait modifier le droit international par de nouvelles règles légitimant le droit d'ingérence, cela déboucherait sur la guerre du tous contre tous. C'est un argument auquel les partisans du droit d'ingérence ne répondent jamais.

Enfin, ces ingérences renforcent ce que j'appelle l'« effet barricade » : tous les pays qui sont dans la ligne de mire des États-Unis vont se sentir menacés et vont chercher à renforcer leur armement. On a vu ce qui s'est passé avec Saddam. Kadhafi avait d'ailleurs déclaré à la ligue arabe : « *On vient de pendre un membre de cette ligue et vous n'avez rien dit. Mais ça peut vous arriver aussi car, si vous êtes tous*

des alliés des États-Unis, Saddam l'était aussi autrefois. ». Aujourd'hui, la même chose se reproduit avec Kadhafi et la menace qui pèse sur de nombreux États risque de relancer la course à l'armement. La Russie, qui n'est pourtant pas un pays désarmé, a déjà annoncé qu'elle allait renforcer ses troupes. Mais ça peut même aller plus loin : si la Libye avait l'arme nucléaire, elle n'aurait jamais été attaquée. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on n'attaque pas la Corée du Nord. La gauche qui soutient l'intervention en Libye devrait donc bien se rendre compte que la conséquence de l'ingérence humanitaire est de relancer la course à l'armement et de créer des logiques de guerre à long-terme.

Cette intervention militaire contre Kadhafi ne serait-elle pas pourtant un moindre mal ?

Il faut réfléchir aux conséquences. Maintenant que les forces occidentales sont engagées, il est évident qu'elles vont devoir aller jusqu'au bout, renverser Kadhafi et installer les rebelles au pouvoir. Que va-t-il se passer alors ? La Libye semble divisée. S'il y a une résistance à Tripoli, l'Occident va-t-il occuper le pays et s'embarquer dans une guerre sans fin comme en Irak ou en Afghanistan ?

Imaginons quand-même que tout se passe bien : les coalisés se débarrassent de Kadhafi en quelques jours, les rebelles prennent le pouvoir et le peuple libyen est uni. Tout le monde est content et après ? Je ne pense pas que l'Occident va dire : « *Voilà, on a fait ça parce qu'on est gentil et qu'on aime bien les droits de l'Homme. Maintenant, vous pouvez faire ce que vous voulez.* ». Que se passera-t-il si le nouveau gouvernement libyen apparaît trop musulman ou ne limite pas correctement les flux migratoires ? Vous croyez qu'on va les laisser faire ? Il est évident qu'après cette intervention, le nouveau gouvernement libyen sera prisonnier des intérêts occidentaux.

Si l'intervention militaire n'est pas la solution, que faire ?

Il aurait déjà fallu essayer honnêtement toutes les solutions pacifiques. Ça n'aurait peut-être pas fonctionné mais là, il y a eu une volonté manifeste de rejeter ces solutions. C'est d'ailleurs une constante dans les guerres humanitaires. Pour le Kosovo, il y avait des propositions serbes très détaillées pour aboutir à une solution pacifique mais elles ont été refusées. L'Occident a même imposé des conditions qui rendaient toute négociation impossible comme l'occupation de la Serbie par les troupes de l'Otan. En Afghanistan, les Talibans ont proposé de faire juger Ben Laden par un tribunal international si on leur fournissait les preuves de son implication dans l'attentat du World Trade Center. Les États-Unis ont refusé et bombardé. En Irak, Saddam avait accepté le retour des inspecteurs de l'ONU ainsi que de nombreuses conditions extrêmement contraignantes. Mais ce n'était jamais assez. En Libye, Kadhafi a accepté un cessez-le-feu et proposé qu'on envoie des observateurs internationaux. Les observateurs n'ont pas été envoyés et on a dit que Kadhafi ne respectait pas le cessez-le-feu. L'Occident a aussi rejeté la proposition de médiation de Chavez, pourtant suivie par de nombreux pays latins ainsi que l'Organisation de l'Unité Africaine.

A ce sujet, je suis furieux quand j'entends, en Europe, des gens de gauche dénoncer l'horrible Alliance Bolivarienne qui soutient le dictateur Kadhafi. Ces gens n'ont rien compris ! Les dirigeants latins sont des personnes au pouvoir avec d'importantes responsabilités. Ce ne sont pas des petits gauchistes qui bavardent dans leur coin. Et le grand problème de ces dirigeants, c'est l'ingérence des États-Unis : moins les États-Unis pourront faire ce qu'ils veulent partout dans le monde, mieux ça vaudra pour tous ces pays qui tentent de s'émanciper de leur tutelle et pour le monde entier.

Le fait de rejeter systématiquement les solutions pacifiques signifie-t-il que l'ingérence humanitaire est un prétexte ?

Oui, mais si ça fonctionne bien auprès des intellectuels, j'ai plus de doute sur la réaction des peuples européens. Vont-ils soutenir leurs dirigeants dans l'attaque contre Kadhafi ? Au niveau des peuples, ce sont les guerres sécuritaires qui trouvent plus de légitimité : lorsqu'il y a, par exemple, une menace contre nos populations, nos modes de vie, etc. Mais ici et en France, avec tout le climat islamophobe (que je n'approuve pas, mais qui existe), allez expliquer qu'on va se battre en Cyrénaïque pour des insurgés qu'on voit crier « Allah U Akbar »... C'est contradictoire !

Au niveau politique, la plupart des partis soutiennent l'intervention. Même à gauche, des trotskistes à Mélenchon (pas le PCF (*) - ndp), tous partent la fleur à fusil. Les plus modérés soutenaient juste l'application d'une zone d'interdiction aérienne mais si Kadhafi envoie ses tanks vers Benghazi, qu'est-ce qu'on fait ? Durant la Deuxième Guerre mondiale, les Allemands ont perdu le contrôle aérien assez rapidement mais ils ont tenu encore plusieurs années. Les modérés devaient bien se douter que, dans la mesure où l'objectif est de renverser Kadhafi, on irait plus loin que l'établissement d'une zone d'interdiction aérienne.

La gauche, incapable de soutenir de vraies positions alternatives, se trouve piégée par la logique de l'ingérence humanitaire et est obligée de soutenir Sarkozy. Si la guerre se passe vite et bien, le président français sera sans doute bien positionné pour 2012 et la gauche lui aura mis le pied à l'étrier. Cette gauche n'assumant pas un discours cohérent opposé aux guerres est obligée de se mettre à la remorque de la politique d'ingérence.

Et si la guerre se passe mal ?

C'est malheureux, mais le seul parti français à s'être opposé à l'intervention en Libye est le Front National. (rappel : le PCF s'y est opposé - ndp). Il a notamment évoqué la menace des flux migratoires et en a profité pour se démarquer de l'UMP et du PS en disant qu'il n'avait jamais collaboré avec Kadhafi. Si la guerre en Libye ne se passe pas comme prévu, ça pourra bénéficier au Front National pour 2012.

Si l'ingérence humanitaire n'est qu'un prétexte, quel est l'objectif de cette guerre ?

Les révolutions arabes ont surpris les Occidentaux qui n'étaient pas assez bien informés sur ce qui se passait au Maghreb et au Moyen-Orient. Je ne conteste pas qu'il y a de bons spécialistes de la question mais souvent, ils ne sont pas assez écoutés à un certain niveau de pouvoir et s'en plaignent d'ailleurs. Donc maintenant, les nouveaux gouvernements égyptien et tunisien risquent de ne plus s'aligner sur les intérêts occidentaux et par conséquent, pourraient être hostiles à Israël.

Pour s'assurer le contrôle de la région et protéger Tel-Aviv, les Occidentaux veulent probablement se débarrasser des gouvernements déjà hostiles à Israël et aux Occidentaux. Les trois principaux sont l'Iran, la Syrie et la Libye. Cette dernière étant la plus faible, on l'attaque.

Ca peut fonctionner ?

L'Occident rêvait de dominer le monde mais on voit depuis 2003, avec le fiasco irakien, qu'il en est incapable. Avant, les États-Unis pouvaient se permettre de renverser des dirigeants qu'ils avaient eux-mêmes portés au pouvoir, comme Ngô Đình Diêm au Sud-Vietnam dans les années 60. Mais Washington n'a plus la possibilité de faire ça aujourd'hui. Au Kosovo, les États-Unis doivent composer avec un régime mafieux. En Afghanistan, tout le monde dit que Karzaï est corrompu mais ils n'ont pas d'alternative. En Irak, ils doivent aussi s'accommoder d'un gouvernement qui est loin de leur convenir totalement.

Le problème se posera certainement en Libye aussi. Un Irakien me disait un jour : « Dans cette partie du monde, il n'y a pas de libéraux au sens occidental du terme, hormis quelques intellectuels assez isolés. ». Comme l'Occident ne peut pas s'appuyer sur des dirigeants qui partagent ses idées et défendent totalement ses intérêts, il essaie d'imposer des dictateurs par la force. Mais ça crée évidemment un décalage avec les aspirations de la base populaire.

De plus, cette démarche se révèle être un échec et les gens ne devraient pas être dupes sur ce qui se passe. L'Occident, qui pensait pouvoir contrôler le monde arabe avec des marionnettes comme Ben Ali et Moubarak, se dirait soudainement : « On a eu tout faux, maintenant on va soutenir la démocratie en Tunisie, en Egypte et en Libye. » ? C'est d'autant plus absurde que l'une des grandes revendications des révolutions arabes est le droit à la souveraineté. Autrement dit, pas d'ingérence !

L'Occident doit se résigner : le monde arabe, tout comme l'Afrique et les Caraïbes, ne lui appartient pas. En fait, les régions où l'Occident s'ingère le plus sont les moins développées. Si on respecte leur souveraineté, ces régions pourront se développer, tout comme l'Asie l'a fait et l'Amérique latine le fera sans doute. La politique d'ingérence est un échec pour tout le monde.

Quelle alternative alors ?

Tout d'abord, il faut savoir que la politique d'ingérence nécessite un budget militaire important. Sans le soutien des États-Unis et leur budget militaire délirant, la France et la Grande-Bretagne ne se seraient pas engagées. La Belgique encore moins. Mais tous ces moyens mis à disposition ne tombent pas du ciel. Ce budget est basé sur des emprunts à la Chine qui entraînent des déficits US et toutes sortes de problèmes économiques. On y pense rarement.

De plus, on nous répète tout le temps qu'il n'y a pas d'argent pour l'éducation, la recherche, les pensions, etc. Et subitement, il y a une grosse somme qui tombe pour faire la guerre en Libye. C'est une somme illimitée car on ne sait pas combien de temps cette guerre va durer ! On dépense par ailleurs déjà de l'argent en pure perte en Afghanistan.

Il faut donc avoir une autre vision politique et la Suisse est, selon moi, un bon exemple. Ce pays consacre son budget militaire uniquement à la protection de son territoire. Les Suisses ont une politique de non-intervention cohérente car leur armée ne peut pas, par principe, quitter le territoire. On peut dire que la Suisse laisse Kadhafi massacrer les insurgés mais premièrement, elle n'a jamais commis de

génocide ou d'autres massacres, même si on peut critiquer sa politique sur d'autres plans (banques ou immigration). Et deuxièmement, si tout le monde faisait comme la Suisse, pour les raisons que j'ai expliquées précédemment, le monde irait beaucoup mieux.

Les guerres et les embargos ont toujours des conséquences désastreuses. Selon moi, la meilleure alternative est la coopération avec les différents pays, quels que soient leurs régimes. A travers le commerce, mais pas celui des armes évidemment, les idées circulent et les choses peuvent évoluer, sans guerre. On peut bien-sûr discuter des modalités : commerce équitable, écologique, etc. Mais le commerce est une alternative beaucoup moins sanglante aux sanctions et aux embargos qui sont la version soft des guerres humanitaires.

(*) Voir l'intervention du député communiste Roland Muzeau à la séance du 22 mars 2011 à l'Assemblée nationale : "[Déclaration du Gouvernement sur l'intervention des forces armées en Libye et débat sur cette déclaration](#)", et notamment :

"Trop d'incertitudes pèsent sur cette intervention militaire et ses conséquences. Le risque d'une escalade est trop grand. Et s'il y a un prix à payer dans l'avenir, il faut souhaiter que ce ne soit pas au peuple libyen de le faire. Il paye déjà trop cher le maintien d'une dictature dont il ne veut plus. Du reste, nous ne cautionnerons pas la moindre intervention qui, comme de plus en plus de voix l'affirment au-delà de nos frontières, ne viserait qu'à faire main basse sur le pétrole libyen en instrumentalisant le peuple et en passant par la scission du pays.

Les députés communistes et républicains font aujourd'hui preuve de courage politique en refusant de mêler leur voix à l'unanimité béat et aveugle qui semble rassembler autour du Président Sarkozy et de l'entrée en guerre de la France. Comme le dit fort justement Rony Brauman, jamais des bombardements n'ont permis d'installer la démocratie ou de pacifier un pays !

Figure du mouvement anti-impérialiste, Jean Bricmont est professeur de physique théorique à l'Université de Louvain (Belgique). Il a publié « *Impérialisme humanitaire. Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?* » (Éditions Aden, 2005).

23 mars 2011 - [Michel Collon](#)

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

8-1 Interview en partie très intéressante ce matin à la RTBF,

En particulier pour la mise en évidence de ce que personne ne semble remarquer, la confusion volontaire entre "le peuple libyen" et des "insurgés armés".

Le journaliste Bertrand Henne est encore plus clair que son invité Olivier Corten.

Le passage intéressant est celui ci :

Olivier Corten : «...les rebelles ont commencé la guerre civile contre le régime Kadhafi en estimant à juste titre que c'était un régime d'oppression. A partir de ce moment là, les rebelles sont assimilables à des combattants, ce ne sont plus des civils, et ça il ne faut pas l'oublier.»

Bertrand Henne: «Oui, on dit toujours "on va protéger les civils", et en fait on protège des belligérants, c'est-à-dire qu'on se met du côté de vrais belligérants. »

Même si Olivier Corten estime que c'est "à juste titre", et que pour lui, seule l'armée régulière commet des exactions, soit, l'essentiel est que c'est qu'on ait enfin pu entendre à la radio ce qu'aucun mouvement de paix, et aucun mouvement aussi 'progressiste' soit-il, n'a été capable de dire (en Belgique du moins), même ceux qui se déclarent tout à fait contre la guerre : il s'agit en Libye d'un soulèvement armé, dans une partie de la Libye, pas du "peuple libyen en révolte contre Kadhafi".

C'est un point fondamental. Tant qu'on refuse de toucher à ce point-là, tous les discours contre la guerre resteront creux et sans effet auprès de la plupart.

Et une grande partie de l'*acceptation* de l'intervention, chez plein de gens de bonne volonté, devrait s'effondrer dès que ce point est clair.

Je retranscrit le début de cette interview ci-dessous. Elle peut être réécoutée à l'adresse

http://podaudio.rtf.be/pod/lp-map-inv_invite_matin_premiere23_2f32f2011_3a_9419315.mp3

[Interview d'Olivier Corten à 'Matin Première', RTBF](#)

[Une imposture criminelle](#) (Danilo Zolo, professeur de droit international à l'Université de Florence, manifestement d'une autre carrure que Corten)

Bertrand Henne. Vous êtes professeur directeur adjoint du Centre de Droit International de l'ULB. Quand vous voyez, enfin, ce qu'on apprend de ce qui se passe sur le terrain, l'ampleur des frappes de la coalition, est-ce que vous vous dites qu'on prend prétexte d'une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU pour mener une guerre contre Kadhafi ?

Olivier Corten Alors il est clair que les effets de l'intervention militaire vont profiter aux insurgés, et profitent effectivement aux insurgés. Maintenant quand j'entends ce qui est dit, c'est là où je me pose plutôt des questions sur la conformité de l'action avec la résolution 1973. Parce qu'on a entendu que cette résolution était floue, qu'elle n'était pas claire... malgré tout si on lit les termes de cette résolution c'est relativement clair : Ce qui est autorisé, ce sont des mesures nécessaires [...] pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque. Donc, c'est une opération de type humanitaire, c'est comme cela qu'elle a été présentée au départ au sein du conseil de sécurité, donc si on lit les débats qui sont reproduits publiquement aujourd'hui, on se rend compte qu'absolument personne n'a parlé de renverser le colonel Kadhafi, personne n'en a parlé à ce moment la parce que si on l'avait dit, probablement il y aurait eu un veto, ou il y aurait eu des votes plus généralement contre le projet de résolution.

BH. Oui, la résolution de l'ONU est aussi le résultat d'un compromis entre les différents intervenants...

OC C'est certainement le résultat d'un compromis comme tout texte juridique, maintenant, cela dit, il faut voir où se place le curseur. Le curseur il est quand même placé du côté d'une intervention strictement humanitaire. Quand au règlement politique du conflit, il y a un paragraphe dans cette résolution dont on ne parle pas tellement, qui parle à la fois des revendications légitimes du peuple libyen, donc le Conseil de Sécurité et tous ses membres manifestement reconnaissent qu'il y a des revendications légitimes de la part des insurgés, - parce que c'est ça qu'on veut dire par le peuple libyen - , mais en même temps la résolution se prononce, je cite, pour un "dialogue", Un dialogue, ce n'est pas renverser l'une des deux parties au conflit. Donc la résolution sur le plan des objectifs elle est assez claire, sur le plan des moyens, là il y a sûrement plus sujet à discussion.

BH. Parce qu'on a l'impression parfois d'une forme d'hypocrisie généralisée autour de ce qui se passe pour l'instant en Libye, On a eu les déclarations de Pieter De Crem le ministre de la défense qui a dit clairement, ben on le sait bien, c'est pour renverser Kadhafi. Alors il disait aussi pour le déférer devant la Cour Pénale Internationale. Est-ce que c'est finalement ça qui est en train de se passer, c'est à dire que vous le dites la résolution elle est humanitaire et elle prévoit une sortie du conflit par le dialogue, la diplomatie, mais ce qui se passe, c'est que les pays occidentaux plus le Qatar ont pris fait et cause pour les insurgés, et mènent une guerre contre K. Est-ce qu'il y n'a pas là une forme d'hypocrisie?

OC. Il y a sans doute une forme d'hypocrisie, cela dit j'ai envie de dire plusieurs choses : d'une part sur le plan du droit international les insurgés, l'insurrection, la rébellion en tant que telle n'est pas contraire au droit international, et ça il faut le rappeler, il n'est pas contraire au droit international de se rebeller ; en même temps les rebelles ont commencé la guerre civile contre le régime Kadhafi en estimant à juste titre que c'était un régime d'oppression. A partir de ce moment là, les rebelles sont assimilables à des combattants, ce ne sont plus des civils, et ça il ne faut pas l'oublier.

BH Oui, on dit toujours "on va protéger les civils", et en fait on protège des belligérants, enfin c'est-à-dire qu'on se met du côté de vrais belligérants. Alors ils n'ont pas énormément de matériel militaire, quelques kalachnikov, quelques roquettes, etc, mais pas grand chose, mais enfin ce sont des belligérants. Donc quand on dit "on va protéger des civils"... on est encore une fois dans l'hypocrisie ?

OC. Oui et non quand même, parce que "*qui menace les civils*", c'est cela la question. C'est l'armée régulière qui menace les civils, donc on s'en prend à l'armée régulière. [...]

[vers la fin de l'interview, autre passage utile]

Je voudrais qu'on se rappelle ce qui a été dit au moment de la proclamation du nouvel ordre mondial, c'est après que Saddam Hussein ait envahit le Koweït, en 1990, à ce moment là Saddam Hussein a dit "ce n'est pas légitime parce qu'il y a un 2 poids-2 mesures. j'occupe le Koweït, mais Israël occupe la Palestine. On a répondu "en effet dans les 2 cas c'est inadmissible, ça n'excuse ni votre occupation du Koweït, ni l'occupation d'Israël, on va commencer par vous. On a commencé par l'Irak, on a en effet libéré le Koweït, mais on n'a jamais libéré la Palestine. Et on parle de veto chinois ou russe, pas plus tard qu'il y a un mois, il y a eu un projet de résolution parrainé par 130 états, non pas appelant à une intervention militaire en Israël, mais appelant à la fin de la colonisation des territoires. Cette résolution a été adoptée par 14 voix pour, 1 contre, celle des Etats-Unis. Donc on voit bien après ça que c'est très difficile dans le monde arabe, à juste titre, de venir donner des leçons d'humanitaire, d'interventionnisme, etc.

8-2 Déclaration d'«Action urgente Canada»

Montréal, le 21 mars 2011

Nous sommes un groupe de citoyennes/ens canadiennes/iens et d'autres origines préoccupées/és par les politiques de guerre et de domination du gouvernement canadien et par l'abandon des principes de paix, de justice sociale, de relations internationales basées sur l'égalité et le développement des peuples.

Tenant compte du fait que la majorité de la population du Canada s'oppose aux guerres, mais que les gouvernements canadiens successifs, libéraux et conservateurs, ne l'écoutent pas, nous exigeons IMMÉDIATEMENT UNE ACTION URGENTE DU PEUPLE DU CANADA. Nous lançons un appel aux citoyennes/ens et aux organisations démocratiques, syndicales, politiques, populaires de poser les gestes suivants :

Dénoncer et nous opposer à la «spirale guerrière et antidémocratique dans laquelle le Canada s'enfonce de plus en plus» aux côtés des États-Unis au cours des nombreuses guerres déclenchées et menées conjointement avec le Canada, en violation du droit international et les droits de la personne :

Yougoslavie en 1999, Afghanistan en 2001, Irak en 2003, Liban en 2006, Gaza en 2009 et maintenant LIBYE en 2011.

Empêcher que notre argent, l'argent de millions de contribuables canadiens soit dilapidé dans des guerres qui n'accroissent que les profits du grand pouvoir économique d'une infime minorité de membres de la société. Cette spirale de guerre croissante coûtait, en 2009-2010, 58 millions de dollars par jour aux contribuables canadiens. Cet argent des fonds publics pourrait être investi dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la création d'emplois, de la lutte contre la pauvreté, de la protection de l'environnement, qui profiteraient à l'ensemble de la population canadienne et de la planète.

Nous opposer à toute intervention militaire, qu'on nous présente sous de faux arguments tels que la menace terroriste, l'aide aux crises humanitaires provoquées par les grandes puissances ou la défense des droits de la personne des peuples, violés par les envahisseurs eux-mêmes, mensonges qui sont tous très bien défendus par les médias alliés aux intérêts économiques et politiques des seigneurs de la guerre.

Nous défendons les principes suivants :

-1-Le droit des peuples et des nations à vivre en paix et à lutter contre le colonialisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le sionisme; la ségrégation et tout type d'agression contre eux;

-2-Le droit des peuples et des nations d'une région à s'unir pour combattre toute invasion et occupation de cette région par des puissances étrangères;

-3-Le droit des peuples et des nations à l'autodétermination et à la souveraineté. En effet, les guerres d'invasion et d'occupation, les guerres civiles et locales provoqués de l'extérieur, les déstabilisations contre des gouvernements qui représentent légitimement leur peuple, tel que des coups d'États ou des blocus organisés par des puissances étrangères aggravent la situation économique, politique et mondiale des peuples et des nations, intensifient les conflits, la pauvreté, la destruction de l'environnement et des structures économiques et sociales des pays, engendrent des crises humanitaires et ont de graves conséquences pour l'humanité, comme ce fut le cas des guerres menées au Vietnam, en Irak, en Palestine, en Afghanistan, dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et en Europe, qui peuvent étendre les conflits et entraîner une intervention de pays voisins et la participation de plusieurs puissances dans les conflits.

Nous nous basons, en partie, sur la Déclaration de l'organisation «Échec à la guerre» intitulée «Pour en finir avec la logique de guerre et de domination» endossée par 119 organisations et 165 personnes publiée la semaine dernière

Nous vous invitons (1) si vous voulez que votre nom soit ajouté à cette liste à communiquer avec nous; et (2) à diffuser cette déclaration POUR ENGENDRER UNE ACTION URGENTE FACE À CETTE SITUATION

Les membres d'«Action urgente Canada»

8-3 Ginette Hess Skandrani : Libye : je me refuse à hurler avec les loups.

Je me refuse à hurler bêtement avec les loups.

L'Occident s'est trouvé un nouveau diable et accuse Kadhafi de tous les maux de la planète.

Il est le pire des dictateurs, un nouveau Hitler, un boucher, un sanguinaire.

On aura tout entendu. Il est sûr que ce n'est pas un démocrate, mais il est certainement moins pire que les Busch père et fils qui sont responsables de centaine de milliers de morts irakiens, ou les Netanayou, Sharon ou autres criminels israéliens qui ont massacré des milliers de Palestiniens.

Je connais bien la Libye, y ayant séjourné assez souvent. J'ai aimé ce pays, si différent des autres pays du Maghreb plus ou moins occidentalisés.

Aller en Libye, c'était se dépolluer l'esprit, on avait l'impression d'arriver sur une autre planète. Pas de Mac do, pas de coca cola, pas d'hypermarchés, peu de banques, pas de pub à part des slogans anti-impérialistes et quelques affiches du Guide. Mais si peu à côté de la Tunisie où la photo de Ben Ali trônait partout.

J'ai participé à plusieurs conférences : sur l'écologie, la paix et le désarmement, sur la Méditerranée, la démocratie directe, le colonialisme, le statut de la femme, le sionisme, etc.

J'ai également été invitée à des remises du prix Kadhafi à des peuples opprimés : les Kanaks, les Amérindiens, les enfants bosniaques etc.

J'ai assisté à des congrès de base dans des quartiers de Tripoli ou sous la tente dans le désert. J'ai visité beaucoup d'endroits riches d'histoire et de vestiges du passé. Sebratha et ses fouilles, romaines, phéniciennes, le magnifique site de Leptis Magna.

J'ai rarement rencontré des touristes. La Libye est un pays qui hante depuis de nombreuses années la conscience des populations occidentales et le nom de Kadhafi a toujours suscité au-delà de l'admiration que lui portaient tous les révolutionnaires de la planète, des réactions hostiles de tous les autres.

Très peu de sociétés et de dirigeants politiques ont autant occupé la scène médiatique et dans le même temps, sont aussi mal connus.

Mis à part le nom de Kadhafi, la plupart des gens ignorent tout de l'histoire de ce pays, de sa population, de ses structures socio-économiques, de la place de l'Islam dans sa société et des enjeux politiques réels de ce pays qui jouit au Maghreb d'une importante position géostratégique, d'une ouverture sur toute l'Afrique et qui est au carrefour des relations arabo-africaines. Les interventions médiatiques, les dénonciations, les analyses des uns et des autres le montrent bien.

J'ai aidé à organiser des rencontres de la jeunesse, des femmes des cinq continents. J'y ai croisé des tas de personnalités : Nelson Mandela, Ben Bellah, Laurent Désiré Kabila (avant son accession au pouvoir), Chavez (pas encore président), Museveni etc. que je n'aurais certainement pu rencontrer nulle part ailleurs.

J'y ai surtout été quand la Libye était sous embargo à partir de 1990 et c'était toute une aventure pour y arriver. Il fallait prendre un avion pour la Tunisie. Arriver à Djerba et continuer en voiture en passant par Ben Gardane, passer la frontière et remonter par le désert jusqu'à Tripoli. Mais comme Ben Ali m'avait interdit le passage par la Tunisie, vu que j'avais dénoncé les tortures, il m'a fallu passer par Malte et faire la traversée de nuit, sur des bateaux mal entretenus jusqu'à la côte libyenne. Il fallait vraiment aimer ce pays et ce peuple pour accepter toutes ces contraintes.

L'embargo était également terrible pour toute la jeunesse libyenne qui voyait à travers les paraboles toutes les jeunes du monde s'amuser, voyager, alors qu'ils étaient prisonniers sur leur terre à cause de l'embargo. Ils en voulaient terriblement à l'Occident qui les pénalisait, alors qu'ils n'étaient pour rien dans les attentats qui étaient reprochés à certains de leurs dirigeants.

Quand Mouammar Kadhafi a commencé à faire des compromis avec les USA pour se libérer de cet embargo qui plombait son peuple, j'ai compris son attitude, mais je n'ai pas approuvé le fait qu'il se soit agenouillé devant les impérialistes, alors qu'il passait son temps à dénoncer le sionisme, le colonialisme et également l'esclavage. Il a aidé tant de mouvements révolutionnaires à se libérer : les Kanaks, les Basques, les Irlandais, les Amérindiens et également beaucoup d'Africains. Il a soutenu Nelson Mandela et l'ANC pendant toute la durée de l'apartheid. Il avait compris que les jeunes étaient prêts à se révolter, et certains l'ont fait, il savait qu'il fallait qu'il lève cet embargo qui nuisait au développement de l'économie et à l'importation des technologies nouvelles, comme en confinant les Libyens sur leur terre.

J'ai beaucoup aimé le laboratoire d'essai de l'implantation de la démocratie directe dans toutes les régions. C'était quelque chose d'innovant qui aurait pu marcher. Tous les habitants d'un quartier, d'une localité, d'une région participaient aux réunions qui devaient décider d'un projet. J'ai assisté à quelques débats qui étaient souvent très houleux et très longs.

Ils pouvaient durer deux jours, jusqu'à ce qu'une décision trouve son approbation. Les secrétaires de séance transmettaient le texte aux congrès secondaires qui les faisaient remonter au congrès général.

Ce que j'ai moins aimé c'est le contrôle qu'exerçaient les comités révolutionnaires qui étaient des super-flics, qui dépendaient directement de Kadhafi et n'avaient de compte à rendre à personne d'autre.

J'ai arrêté d'y aller lorsque l'embargo a été levé et que le congrès général s'est précipité dans les bras des USA. Dommage pour nous, nous avons perdu un interlocuteur et un grand soutien des peuples opprimés.

Kadhafi a toujours soutenu les Palestiniens. Il était un des initiateurs de l'association « Un seul Etat démocratique en Israël Palestine ». Il a d'ailleurs aidé à financer la conférence de Lausanne.

Il a également aidé à la construction de l'Unité Africaine et il était en train de préparer les Etats Unis d'Afrique afin que les ressources africaines restent en Afrique.

Je garde une profonde admiration pour le peuple libyen.

Je pense sincèrement que Kadhafi a fait son temps et qu'il doit laisser la place à d'autres membres du congrès général qui gère le pays. Vu ce qui s'est passé dernièrement, il faudrait organiser une réunion du congrès général qui doit s'ouvrir également aux insurgés ainsi qu'à tous les opposants.

Mais ce n'est pas à l'Otan, ni aux USA, ni aux Européens ni à la Ligue Arabe à décider qui doit ou ne doit pas gouverner la Libye. Que Sarkozy qui a reçu en grande pompe Mouammar Kadhafi parce qu'il voulait lui fourguer des Rafales et une centrale nucléaire, mais surtout pour l'entraîner dans l'Union Pour La Méditerranée afin d'y faire accepter Israël dont les pays arabes ne voulaient pas, se permette tout à coup de prôner une intervention militaire, me semble aberrant et surtout stupide à brève échéance.

Tous ceux qui appellent à cette couverture aérienne qu'ils ont surnommée faussement humanitaire, ou demandent l'aide des Américains pour déloger le guide, devraient se souvenir de ce qu'a donné l'aide américaine à l'Irak.

Le peuple irakien a régressé de dix ans et est encore toujours en train de payer l'invasion de son pays alors que d'autres lui pompent son pétrole. N'oublions pas que la Libye attire également tous les rapaces de l'or noir.

Nous n'avons pas à nous ingérer dans la politique libyenne, et il est probable qu'une intervention armée ne ramènerait nullement le calme. En effet, la particularité de ce pays est son fonctionnement tribal. Trois régions se disputent le contrôle du pays: la Tripolitaine, avec 2 millions d'habitants sur plus de 6 millions; la Cyrénaïque, actuellement insurgée, forte de 2 millions d'habitants aussi; elle a des tendances islamistes et sécessionnistes.

Enfin le sud, dépeuplé, désertique, la province de Fezzan, qui prête actuellement main forte à la Cyrénaïque.

Si l'on s'en tient à l'intérêt immédiat de l'Occident, le maintien du régime de Kadhafi est de loin une garantie de stabilité des prix du pétrole et du contrôle de l'émigration. Toute intervention favoriserait au contraire la balkanisation de tout le pays, l'instabilité et la radicalisation. Au départ, les USA espéraient prendre rapidement le contrôle de tout le pays, à la faveur d'un renversement du pouvoir à l'égyptienne. Il semble bien que dans le

cadre de ce plan ils aient commencé par armer les opposants, tandis que les mercenaires de Blackwater s'infiltreraient dans la place pour organiser des massacres que les media pourraient présenter comme des initiatives sanguinaires de Khadafi.

Mais c'est d'ores et déjà une opération ratée, où les USA ont montré le degré de désinformation qui est celui de la classe dirigeante. Et le risque pour eux est réel que se constitue un front de la jeunesse contre Israël et les USA. Est-ce que les USA pourront reprendre le contrôle de la Lybie pour en faire une base de reconquête tant des pays arabes que de l'Afrique noire? Pour l'instant, l'insurrection est en phase de repli, et se plaint amèrement de ne pas avoir reçu les soutiens promis à temps pour résister.

Mouammar Kadhafi n'a pas plié et continue à résister, malgré toutes les pressions et les menaces.

Actuellement, seul le machiavélisme israélien a intérêt à une franche intervention US par le biais de l'OTAN, dans l'idée que toute situation chaotique lui convient mieux qu'un régime instruit par l'expérience, et qui pourrait relancer la constitution d'un grand front régional uni contre Israël.

Il faut souligner l'habileté actuelle du guide de la Jamrhiya, qui insiste sur les traités conclus avec chacun des pays de l'Otan et avec Israël, en brandissant le chantage à l'invasion migratoire, à l'islamisation, et à la hausse des prix du pétrole. Il multiplie les interventions télévisées afin de rappeler à l'Occident la diversité des menaces qu'il peut faire peser sur leurs intérêts, et il est bon de rappeler aussi qu'il a tout d'abord pris le pouvoir sous la bannière des idéaux de Nasser, et avait dans une première étape nationalisé le pétrole (la Lybie est le pays qui tire le plus de bénéfices per capita de ses ressources pétrolières).

Espérons que, s'il parvient à reprendre la situation en main, il sache favoriser l'émergence d'un successeur capable de reconquérir l'opinion de la jeunesse avec de réelles ouvertures démocratiques, en rompant certaines alliances funestes, et en renouant avec l'anti-impérialisme, pan arabe et panafricain.

Ginette Hess Skandrani

Paris, 10 mars 2011

8-4 Objet : Demande d'une rupture des relations diplomatiques des pays membres de l'U.A avec la France.

Pantin, le 20 mars 2011

A Monsieur Jean Ping

Président de la Commission de L'union Africaine

Monsieur le Président,

Nous venons par ces mots vous demander qu'il soit mis immédiatement fin aux relations diplomatiques qu'entretiennent les pays membres de l'Union Africaine que vous présidez avec la France.

En effet, depuis deux jours les Africains sont victimes des massacres des populations civiles perpétrés en Libye par la France, pour des raisons fallacieuses et ce, malgré la désapprobation de l'Organisation que vous présidez. Il est inadmissible, impensable qu'un pays comme la France bombarde, tue les populations Libyennes alors même que le mandat soit disant donné par l'ONU ne comportait pas cette clause.

Il s'agit là pour le peuple Africain, d'une humiliation sans nom, d'une blessure profonde qui n'est pas sans rappeler les agissements de ce pays lorsqu'il s'agissait pour lui de mettre l'Afrique sous sa domination.

L'Afrique est aujourd'hui un continent indépendant. La souveraineté des Etats doit être respectée ; l'on ne saurait rester impassible face à une telle sauvagerie.

D'ores et déjà des soulèvements populaires sont prévus dans toute l'Afrique si jamais l'Union se refusait de prendre ses responsabilités face à cette horrible agression. Une grève de la faim de nos élites est également à prévoir

Nous comptons sur l'Organisation que vous présidez afin que soit mis fin, dans les plus brefs délais à ces assassinats de femmes et d'enfants innocents, à ce génocide moderne où les pays dits civilisés s'octroient le droit de tuer en toute impunité sous la couverture d'une ingérence humanitaire.

Dans l'espoir que vous mettez tout en œuvre pour cesser ces horribles événements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Calixthe Beyala – Ecrivain

9 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

9-2 Greg Oxley et Jérôme Métellus

Les objectifs d'une intervention impérialiste en Libye

Kadhafi et le fou de l'Elysée

La résolution 1973 des Nations Unies est, *de facto*, une déclaration de guerre contre le régime de Kadhafi. Dans le langage hypocrite et mensonger des grandes puissances qui contrôlent l'ONU, cette nouvelle intervention militaire serait motivée par des considérations démocratiques et humanitaires. Comme lors des invasions de l'Irak et de l'Afghanistan, il s'agirait de « protéger des civils », de promouvoir la « démocratie » et ainsi de suite. En réalité, cette résolution de l'ONU – comme toutes ses décisions, sans exception – vise à défendre les intérêts économiques et stratégiques des grandes puissances impérialistes.

Comme les révolutions en Tunisie et en Egypte, la révolution libyenne était une catastrophe pour les impérialistes. La vague révolutionnaire qui déferle à travers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient a renversé ou menace de renverser toute une série de régimes dont la stabilité était d'une importance stratégique vitale, pour les impérialistes. Toutes ces dictatures servaient à terroriser les masses du monde arabe, à faciliter l'exploitation des travailleurs qui vivaient sous leur joug et à assurer le pillage des ressources de la région. Sarkozy, Cameron et Obama font mine de découvrir le caractère sanguinaire et dictatorial de Kadhafi. Mais ils ont soutenu son régime jusqu'à la veille de la révolution. Et même lorsque celle-ci a éclaté, ils ont d'abord adopté une attitude extrêmement prudente. La seule et unique chose qui les préoccupait était la préservation de leurs propres intérêts. Cet objectif n'a pas changé. Si les impérialistes ont finalement décidé d'agir contre Kadhafi, c'est précisément pour contrecarrer le mouvement révolutionnaire et protéger leurs investissements, leur propriété, leurs intérêts commerciaux et militaires.

Il est arrivé à maintes reprises, dans l'histoire, que l'action de la classe révolutionnaire profite à une fraction de l'ancienne classe dirigeante qui, une fois au pouvoir, applique une politique tout aussi réactionnaire que l'ancien régime. C'est ce qui menace la révolution libyenne. Celle-ci a commencé sous l'impact et l'inspiration des révolutions tunisienne et égyptienne. Dans ces deux pays, les dictateurs ont été renversés avec une relative facilité. Les masses libyennes se sont mobilisées pour en finir avec Kadhafi. A Benghazi et ailleurs, c'est le soulèvement des travailleurs et des jeunes qui a permis de rallier une importante section de l'armée et qui a désarmé les contre-révolutionnaires. Dans un premier temps, les masses semblaient invincibles. Des soulèvements victorieux éclataient dans toute une série de villes.

Il semblait que le sort de Kadhafi était scellé. Sous les coups de butoir de la révolution, le régime a commencé à se disloquer. Chefs militaires, anciens ministres et diplomates abandonnaient leurs postes. Les rats quittaient le navire en perdition. Toutes ces « personnalités » jouissaient jusqu'alors de la confiance de Kadhafi. Or ce dernier ne l'accordait pas sans de sérieux gages. Tous ces gens avaient participé à l'implacable sauvagerie qui s'abattait sur tous ceux qui osaient défier le régime. Mais face à l'apparente imminence de son effondrement, ils se sont empressés d'adopter une posture « oppositionnelle », aux côtés de nombreux grands capitalistes libyens. Leur objectif est clair : profiter de la révolution pour prendre la place de Kadhafi. Ce sont précisément ces éléments réactionnaires qui dominent le « Conseil National de Transition ». C'est sur eux que les impérialistes misent, à présent, pour arrêter la révolution et protéger leurs intérêts.

Indiscutablement, le facteur principal qui a mené à l'affaiblissement de l'élan révolutionnaire a été l'apparition, comme « représentants de la révolution », de ces réactionnaires notoires, ainsi que leur connivence avec les grandes puissances. Par le passé, les Libyens ont terriblement souffert de la domination impérialiste. Sous l'occupation italienne, en particulier, des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été massacrés. Que doivent penser les masses libyennes qui voient un réactionnaire tel que Berlusconi soutenir l'opposition à Kadhafi ?

La révolution est en danger. Elle risque d'être désarmée et écrasée à la fois par les forces de Kadhafi et par les nouveaux amis « oppositionnels » des impérialistes. Pour que la révolution soit victorieuse, il est absolument impératif que les travailleurs et les jeunes qui la portent soient armés, organisés et mobilisés sous leur propre drapeau et autour d'un programme indépendant pour la défense de leurs propres intérêts, qui ne sont pas les mêmes que ceux des ex-Kadhafistes. Ceux-ci veulent dominer le pays pour leur propre compte et pour celui des impérialistes.

L'objectif des travailleurs n'est pas de remplacer un oppresseur par un autre, mais d'en finir avec toute oppression. Ils doivent s'organiser autour d'un programme pour l'expropriation et le désarmement de tous les réactionnaires, de tous les complices de Kadhafi. Ils doivent avancer un programme social qui réponde à leurs besoins en matière de salaires, de conditions de travail et de vie. Les travailleurs libyens ne peuvent compter que sur leurs propres forces et celles des travailleurs des autres pays. Ils devraient notamment en appeler aux travailleurs d'Egypte et de Tunisie, pour qu'ils prennent le pouvoir dans leurs pays respectifs. Les gouvernements actuels, en Egypte et en Tunisie, ne représentent pas les intérêts des travailleurs. Leur rôle essentiel est le même que celui des ex-Kadhafistes : protéger les intérêts des impérialistes.

Dans tous les pays en révolution, les travailleurs ont besoin d'une stratégie révolutionnaire internationaliste visant à détruire les fondements de l'exploitation et de l'oppression, par la suppression de la propriété capitaliste de l'industrie et des banques – et par le désarmement de la contre-révolution. A la place des armées dirigées par des généraux réactionnaires, il faut armer les travailleurs et les soldats qui ont rallié leur cause. La propriété publique de l'économie, sous le contrôle des forces révolutionnaires, et l'armement de la révolution contre ses ennemis : telles sont les deux conditions essentielles de l'émancipation des masses.

Les difficultés créées par l'absence d'une organisation et d'un programme indépendants de la classe ouvrière libyenne ont ouvert une brèche dans laquelle les impérialistes veulent s'enfoncer. Si les frappes aériennes que l'ONU vient d'autoriser font chuter Kadhafi, il risque d'être remplacé par un gouvernement qui devrait son existence et sa « stabilité » aux grandes puissances. Tel est le véritable calcul de la résolution 1973. Dans le cas où Kadhafi arriverait à se maintenir au pouvoir à Tripoli, il conserverait le contrôle de toute une partie du pays. Une intervention militaire des impérialistes n'apportera rien de bon aux masses libyennes. Nous ne pouvons en aucun cas la cautionner ou la soutenir.

Greg Oxley et Jérôme Métellus (PCF Paris)

La Riposte samedi 19 mars 2011

La Riposte est le journal d'une tendance du Parti Communiste Français qui prétend réintroduire les principes du marxisme dans l'analyse et le programme politique de ce parti, nous propose sa lecture des

événements en cours en Libye. Leur analyse ne fait appel ni aux théories psychiatriques en vigueur en ce moment, ni aux pseudo principes humanitaires qui guideraient le bellicisme occidental, bellicisme qui s'est rarement démenti depuis plus d'un siècle.

C'est une analyse en termes de luttes de classes, c'est-à-dire qu'elles s'intéressent aux dynamiques sociales, politiques et idéologiques réellement à l'oeuvre en Libye mais aussi dans cet Occident et ce monde arabe des monarches qui ont pris sous leur bonnet d'animer la contre-révolution et de réduire à leur merci les derniers régimes qui leur tiennent tête.

21 Mars

<http://mounadil.wordpress.com/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19**